



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité département de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

Nantes, le 30/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D

Route de Mesquene

44420 Piriac-sur-Mer

Références : N2-2023-1195

Code AIOT : 0100022226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D implanté Route de Mesquene 44420 Piriac-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC FRANCAISE DONGES-METZ-Parc D
- Route de Mesquene 44420 Piriac-sur-Mer
- Code AIOT : 0100022226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SFDM exploite un dépôt pétrolier (parc D).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

1. Suites de la précédente inspection,
2. Protection contre la foudre,
3. MMR complémentaires dans la pomperie BP,
4. MMR complémentaires dans la gare à racleurs,
5. Réalisation d'un test MMR pomperie BP ou gare à racleurs,
6. Défense incendie de la gare à racleurs,

7. POI,
8. Révision quinquennale de l'EDD,
9. Perte d'utilité / groupe électrogène. Réalisation d'un test de démarrage lors de la visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite terrain, il a été constaté une petite fuite au pied de la réserve incendie. L'exploitant a mis en place une bache à eau de 800 m³ afin de pouvoir vider la réserve et effectuer la réparation nécessaire.

Il est demandé à l'exploitant de réparer cette petite fuite dans les meilleurs délais et de prévenir l'inspection des installations classées lorsque les travaux nécessaires seront réalisés. En cas de fonctionnement en mode dégradé, l'exploitant devra prévenir le SDIS et l'inspection des installations et proposer des mesures compensatoires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
8	Révision quinquennale de l'EDD	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98-II	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de la précédente visite	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article divers	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des risques pomperie BP	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 9.3	Sans objet
4	Mesures de maîtrise des risques gare racleur	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 10.2	Sans objet
5	Test mesure de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
6	Défense incendie gare racleur	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 52.1	Sans objet
9	Groupe électrogène	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 9.5	Sans objet
10	Clôture	Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures de maîtrise des risques supplémentaires dans la gare à racleur et dans le manifold ont été mises en place. Les tests réalisés lors de l'inspection (test des groupes de secours et test de la MMR pomperie BP) se sont avérés très concluants.

L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer le respect des prescriptions applicables aux dispositifs de protection contre la foudre : aucune étude technique n'a été engagée (malgré une analyse de risque foudre datant de plus de 2 ans concluant à la nécessité de travaux) , aucun rapport de vérification complète ou visuelle n'a été présenté. Il s'agit d'une non-conformité majeure conduisant l'inspection des installations classées à proposer au préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la précédente visite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article divers
Thème(s) : Autre, divers
Prescription contrôlée : La dernière inspection a eu lieu du 21 au 23/09/2021. Elle a été réalisée par le Contrôle Général des Armées (CGA). Depuis le 5/05/2023, la DREAL est devenue le service en charge de l'inspection des installations classées en lieu et place du CGA.
Constats : Le rapport rédigé suite à cette visite contient 11 constats qui concernent différents sujets techniques et réglementaires. L'exploitant n'a pas répondu formellement à ces constats. Un point de situation sur l'ensemble des constats figurant dans ce rapport est à transmettre à la DREAL. Les suites données à ces constats seront examinées par l'inspection des installations classées de la DREAL progressivement. Cet examen commence par les sujets mentionnés dans les points de contrôles figurant dans la suite du présent rapport. Les autres sujets seront traités lors de prochaines inspections en fonction des thématiques retenues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, foudre
Prescription contrôlée : En application de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, l'exploitant procède à la mise à jour de son analyse du risque foudre et selon les conclusions de l'analyse réalisée procède à une étude technique, par un organisme compétent. L'exploitant procédera dans un délai de 12 mois après la notification du présent arrêté, à la réalisation des mesures préconisées par cette étude.
Constats : Suite à la précédente visite d'inspection du 23/09/2021, une analyse du risque foudre a été transmise au CGA par messagerie le 18 octobre 2021. Il avait été demandé de compléter cette analyse par une étude technique et un échéancier de mise en œuvre des préconisations de cette étude. Les compléments devaient être transmis au CGA pour le 30 juin 2022. L'analyse du risque foudre a été réalisée par BCM Foudre. Elle est datée du 26 avril 2021. Elle conclut que des protections sont nécessaires sur plusieurs installations. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une d'étude technique à jour et des rapports de vérifications complètes ou visuelles. Il a expliqué que l'ajout des MMR supplémentaires nécessite une mise à jour de l'ARF et qu'il a attendu la mise en place de ces MMR avant de poursuivre la mise en conformité des dispositifs de protection contre la foudre. Les exigences en matières de protection contre la foudre ne sont pas respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Mesures de maîtrise des risques pomperie BP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée :

Conformément aux conclusions des études complémentaires citées à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant mettra en place :

- des clapets pomperie sur les liaisons de bacs, au plus proche de la pomperie BP
- un détecteur d'hydrocarbure supplémentaire dans la rétention de la pomperie. Son déclenchement entraînera la fermeture des clapets pomperie et un arrêt de la pomperie BP
- une chaîne de sécurité composée de la détection en pomperie BP du traitement de l'information et de la fermeture des clapets pomperie indépendante de la chaîne de sécurité qui commande la fermeture des organes d'isolement présents en pied de bac.

Les dispositions du présent point seront mises en place avant le 30 décembre 2022.

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite une note de présentation des nouveaux équipements de sécurité mis en place en gare racleur et pomperie BP.

Deux MMR sont en place pour limiter les fuites en pomperie (caniveau). L'une agit par détection de produit liquide dans le caniveau (2 sondes) sur les clapets de pieds de bacs. L'information est traitée par un automate de sécurité. L'autre agit par détection de produit liquide dans le séparateur (2 sondes) sur toutes les vannes et clapets en pomperie. L'information est traitée par un automate de sécurité différent.

L'exploitant a transmis une fiche d'essai et de mise en service intitulée « Déclenchement DCI gare racleur Donges D ». Elle est datée du 9 novembre 2023. Elle valide le déclenchement du tapis de mousse dans le caniveau de la pomperie BP et la fermeture des clapets.

Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de 3 clapets dans le caniveau sur les liaisons de bacs, la présence de 2 détecteurs liquides dans le caniveau et la présence de la défense incendie (réseau de sprinklage).

Les critères d'indépendance et de performance des MMR n'ont pas été examinées lors de cette inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de maîtrise des risques gare racleur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 10.2

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

Conformément aux conclusions des études complémentaires citées à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant mettra en place :

- un détecteur d'hydrocarbure supplémentaire dans la rétention de la gare à racleurs. Son déclenchement entraînera la fermeture des clapets pomperie et un arrêt de la pomperie BP
- une chaîne de sécurité composée de la détection en pomperie BP du traitement de l'information et de la fermeture des clapets pomperie indépendante de la chaîne de sécurité qui commande la fermeture des organes d'isolement présents en pied de bac.

Les dispositions du présent point seront mises en place avant le 30 décembre 2022.

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite une note de présentation des nouveaux équipements de sécurité mis en place en gare racleur et pomperie BP.

Deux MMR sont en place pour limiter les fuites dans la gare racleur BP. L'une agit par détection de produit liquide dans la gare racleur (2 sondes) sur les clapets de pied de bac. L'information est traitée par un automate de sécurité. L'autre agit par détection de produit liquide dans le séparateur (2 sondes) sur toutes les vannes et clapets en pomperie. L'information est traitée par un automate de sécurité différent.

L'exploitant a transmis une fiche d'essai et de mise en service intitulée « Déclenchement DCI gare racleur Donges D ». Elle est datée du 9 novembre 2023. Elle valide le déclenchement du tapis de mousse dans la gare racleur et la fermeture des clapets.

Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence de 2 détecteurs liquides et la présence de la défense incendie (réseau spinklage) dans la rétention de la gare racleur.

Les critères d'indépendance et de performance des MMR n'ont pas été examinés lors de cette inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Test mesure de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

Lors de la visite terrain, un test MMR a été réalisé. Sur détection d'hydrocarbure dans le caniveau de la pomperie BP, une 1ère alarme s'est déclenchée puis sur une détection de niveau très haut dans le caniveau de la pomperie BP, les clapets de pieds de bacs se sont fermés automatiquement (vu sur la supervision), les 3 clapets des liaisons de bacs dans le caniveau se sont fermés en 1 seconde et la vanne 721 en pomperie s'est fermée en 24 secondes. La défense contre l'incendie s'est déclenchée. Le test a été réalisé sans émulseur et sans déclencher de la sirène POI qui avait été désactivée au préalable.

Le résultat du test est positif (avec un bon report sur les outils de supervision) et correspond à la cinétique de mise en œuvre prévue dans l'étude de dangers de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Défense incendie gare racleur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 52.1

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers ayant mis en évidence que certains scénarios accidentels pouvant survenir à la gare à racleurs inter-parcs génèrent des effets avec des conséquences pouvant être très graves à l'extérieur du parc, l'exploitant équipera cette installation de moyens de détection, de protection et/ou d'extinction pour limiter les conséquences d'un sinistre. Ces moyens seront fonctionnels au plus tard avant le 31 décembre 2022.

Constats :

La gare racleur est équipée d'un dispositif fixe de défense contre l'incendie consistant à mettre en place un tapis de mousse. Ce tapis de mousse est déversé de façon automatique par déclenchement en simultané de 2 sondes de niveau dans la gare racleur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Secours

Prescription contrôlée :

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

L'inspection des installations classées dispose d'un POI (version janvier 2020 révisée).

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait constaté que le document présenté par l'exploitant ne précisait, ni comment les nouvelles exigences réglementaires sont prises en compte, ni comment les eaux d'extinctions et/ou les zones éventuellement polluées sont traitées. Les éléments complémentaires sont attendus pour le 30 décembre 2021.

L'exploitant s'est engagé à remettre une mise à jour de son POI au cours du 1^{er} trimestre 2024.
L'inspection des installations classées a rappelé que ce POI révisé devra notamment contenir les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux (et tenir compte des autres obligations post Lubrizol : avec obligation d'exercice annuel, ou détails des produits de décomposition d'ici le 30 juin 2025).

Une mise à jour du POI sera à transmettre à l'inspection des installations classées durant le 1^{er} trimestre 2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Révision quinquennale de l'EDD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98-II

Thème(s) : Risques accidentels, EDD

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

Constats :

La dernière mise à jour de l'EDD du parc D a été présentée par lettre QSE 18-019 du 17 février 2018. La notice de réexamen était attendue au plus tard le 1^{er} mars 2023.

L'exploitant s'est engagé à remettre la notice de réexamen au cours du 1^{er} semestre 2024. Il a indiqué qu'une révision de l'étude de dangers sera nécessaire. Cette révision est annoncée au cours du second semestre 2024.

La notice de réexamen et la révision sont à transmettre à l'inspection des installations classées durant le premier semestre 2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Groupe électrogène

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 9.5

Thème(s) : Risques accidentels, alimentation de secours

Prescription contrôlée :

L'entretien du groupe électrogène est assuré régulièrement et son fonctionnement est contrôlé mensuellement.

Constats :

L'exploitant a transmis avant la visite les fiches d'enregistrement des 5 derniers tests du groupe électrogène. Ils ont été réalisés le 20 septembre 2023 et les 4, 16 et 24 octobre 2023. Ces fiches d'enregistrement ne mentionnent pas de défaut de fonctionnement. La fiche d'enregistrement du 24 août 2023 indique que le test du groupe n'a pas été réalisé en raison d'un transfert de produit entre le parc D et le parc B.

L'exploitant a également transmis la fiche de vie du groupe électrogène sur laquelle sont indiquées les dates des contrôles du niveau d'eau de refroidissement et les dates des vidanges.

Lors de la visite terrain, un test de démarrage du groupe électrogène a été réalisé. Le résultat du test est positif.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/06/2019, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, accès

Prescription contrôlée :

L'établissement est clôturé par un grillage d'environ 2,5 m de haut.

Constats :

Lors de la visite terrain, le tour complet du site a été réalisé. Il a été constaté que la clôture était en bon état.

L'exploitant a indiqué qu'une réparation de la clôture venait d'être effectuée suite à la chute d'un arbre situé à l'extérieur du site.

Type de suites proposées : Sans suite